

Face aux sanctions du rectorat, Utrillo ne rentre toujours pas !

Après une journée de grève massive hier qui a mobilisé 73 % des personnels du lycée, après un rassemblement de plus de 200 personnes, réussi et très médiatisé, réunissant syndicats, unions locales, établissements d'Île de France, parents d'élèves, élèves et anciens élèves, élu.es et associations, **l'AG des personnels mobilisé.es a décidé de reconduire majoritairement la grève ce vendredi 4 septembre 2026.**

En effet, nous contestons vivement, encore et toujours, les convocations injustes au rectorat de deux collègues de notre établissement, syndiquées et militantes, et les éventuelles mesures disciplinaires qu'elles encourent. L'une d'entre elle est reçue ce jour.

De la même manière, nous contestons les menaces de « mutation dans l'intérêt du service » envisagées par le Recteur de l'académie de Créteil à l'encontre de 2 autres de nos collègues syndiquées et militantes de l'établissement.

Rappelons que ces 2 collègues s'engagent au sein du lycée Maurice Utrillo depuis plus de 20 ans pour la qualité du service public de l'éducation, le bien-être des élèves, le respect des conditions de travail de tous leurs collègues et contre les violences sexistes, sexuelles et racistes. Ce sont des enseignantes exemplaires qui ont toujours travaillé à la réussite de leurs élèves avec ferveur, sérieux et professionnalisme. Leur engagement s'est aussi traduit dans les instances de l'établissement, en représentant les personnels et en défendant de très nombreux collègues et élèves afin de leur garantir des conditions de travail et d'apprentissage décentes et dignes.

Les personnels mobilisé.es du lycée poursuivront leurs actions dans les jours à venir, et jusqu'à ce que cessent les procédures-bâillons, que soient abandonnées toute intimidation et mesures de répression syndicale. Nous n'accepterons aucune sanction, réelle ou déguisée, à l'encontre de nos collègues militantes et lanceuses d'alerte !

Les personnels mobilisé.es du lycée Utrillo de Stains soutenu.es par leurs sections syndicales locales

